

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TSCHOEPPE INDUSTRIE

2 rue Lavoisier
67720 HOERDT

Code AIOT : 0006703902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement TSCHOEPPE INDUSTRIE implanté Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de mise en demeure et avancement de la démarche de mise à jour du programme de surveillance des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSCHOEPPE INDUSTRIE
- Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006703902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSCHOEPPE fabrique des portails, clôtures, brise-vues et garde-corps en aluminium haut de gamme. Tous les produits sont fabriqués sur-mesure sur le site de HOERDT. Une fois assemblées, les pièces en aluminium sont débarrassées des résidus de coupes par un trempage dans des bains lessiviels puis traitées par un bain chimique avant peinture de sorte à garantir une accroche optimale. Ces activités répondent notamment aux rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940 de la nomenclature des Installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2) Principales références réglementaires

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)	Arrêté de mise en demeure du 15/05/2025, article 1	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Eau - capacité de rétention	Arrêté de mise en demeure du 15/05/2025, article 1	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Conditions de rejet des eaux industrielles	Lettre du 27/03/2025	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater le retour à la conformité des deux points soulevés dans l'arrêté de mise en demeure du 15/05/2025. Concernant le programme de surveillance des rejets aqueux, l'exploitant a entrepris une démarche pour se positionner sur les VLE et fréquences d'analyses , il doit encore affiner la proposition qu'il prévoit de transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 15/05/2025, article 1 pris sur la base de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008
Thèmes : Actions régionales, /
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : «La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. »
Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration de ses émissions polluantes et déchets pour l'année 2024 sur l'application GEREP.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Eau - capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 15/05/2025, article 1 pris sur la base de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2007
Thèmes : Produits chimiques, /
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : "Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. (...)."
Constats : L'exploitant a remédié à la situation. Lors de cette nouvelle visite, les bacs de traitement de surface sont en service. Il n'y a plus de stockage tampon hors rétention.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet des eaux industrielles

Référence : Lettre préfectoral du 27/03/2025
Thèmes : Risques chroniques, Rejets eau
Prescription contrôlée : " (...) Votre programme des surveillance est à mettre à jour et il vous appartient de vous positionner de façon argumentée sur les fréquences de suivi et les futures valeurs limites d'émission (VLE) associées à vos rejets qui sont susceptibles d'avoir été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017, dans un délais de 6 mois."
Constats : L'exploitant a entamé une démarche de positionnement, il doit encore affiner la proposition qu'il prévoit de transmettre à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant : Conformément au délai accordé dans le courrier du 15/03/2025, il appartient à l'exploitant de transmettre ces éléments à l'inspection avant la fin du mois de septembre.
Type de suite proposée : Sans suite